



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/L-election-presidentielle>

Éditorial

L'élection présidentielle

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 868 - juin 1988 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2009

Date de parution : juin 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

PREMIER TOUR

Je pense qu'on peut - une fois tous les sept ans n'est pas coutume - parler politique dans les colonnes de la Grande Revue. En fait, ces réflexions, nous le verrons, rejoignent in fine nos préoccupations socio-économiques. Je précise que les conclusions de cette analyse risquent en partie d'être mises à mal si la droite devait l'emporter. Les jeux seront faits lorsque vous lirez cet article : tant pis, je prends le risque.

Sans être grand clerc, j'avais prévu Mitterrand 34 %, Barre 16 %, Lajoie 7%, Juquin 2%... Mais comme la plupart, je me suis planté sur Chirac et Le Pen : respectivement 23 au lieu de 19,9 et 11 au lieu de 14,4. Si le score de Le Pen doit nous inquiéter, celui de Chirac doit nous réjouir : la claque est magistrale et l'Etat RPR est à peine moins "facho" et dangereux que l'extrême-droite ; d'autant que le RPR avait - et garde encore - des chances d'exercer le pouvoir, un pouvoir absolu ; Le Pen, non, ou moins dans l'immédiat.

Le RPR, "ruisselant de fric" (dixit un lieutenant de Barre), avec un candidat "battant" qui rassemble, écoute, représente le courage, l'ardeur... bref, le plus capable et le plus beau, sinon le plus intelligent !) voit son caquet sérieusement rabattu et les chances de la droite la plus dure de l'emporter au second tour fortement compromises. C'est déjà un point (Lire dans le Monde Diplomatique d'Avril l'article sur "l'offensive contre le droit du travail" notamment au pays de Madame Thatcher, modifié de Chirac). Il est bon que ce soit un Chirac d'avaloir plutôt qu'un Barre triomphant qui représente la droite au second tour, car ce dernier avait de bonnes chances de battre Mitterrand ; Chirac n'en a guère. Et le "ménage à trois" de la droite nouvelle, à peu près partagé entre trois frères ennemis - frères, mais ennemis tout de même : ne tombons pas dans le simplisme ou PC - donne un peu de répit aux vraies forces de progrès à travers une gestion socialo-centriste.

LE JEU DE BARRE

Barre devait connaître - tout comme Chirac savait que le score de Le Pen serait de 14 % - les vrais sondages, en dehors des sondages médiatiques, truqués, payés. C'est sans doute là qu'il faut chercher le sens de son apostrophe : "Rira bien qui rira le dernier". L'humiliation de Chirac le réjouit profondément. Il pense que, sauf si ce dernier gagnait les élections, son propre avenir reste ouvert. Pendant la campagne, il avait dit qu'il serait loyal s'il perdait la primaire et ne ferait pas comme ceux - suivez mon regard - qui en 1981 ont trahi leur camp au second tour. D'où ce numéro de duettistes, une demi-heure après les résultats. Mais ne nous y trompons pas : en fait Barre trahit Chirac, mais avec beaucoup plus de finesse que ce grand balourd de Chirac avait trahi Giscard. Il lui impose "une société... qui refuse la xénophobie, le racisme". Autrement dit, comme Chirac devra peu ou prou faire des mamours aux Lepénistes, sinon à Le Pen directement, ce qui serait dangereux, pour avoir quelque chance d'être élu, Barre lance un clin d'oeil à ses électeurs les plus subtils : J'appelle à voter Chirac parce que je ne peux pas faire autrement, mais en me démarquant nettement ou FN, j'espère que nombre d'entre vous ne voteront pas Chirac". Et de fait, les premiers sondages donnent 12% des électeurs Barristes prêts à voter Mitterrand. Plus 30 % de Lepénistes, souvent ex-électeurs communistes âgés, qui doivent voter Mitterrand. Exit Chirac, surtout si l'écart est important. Barre, 64 ans, garde alors toutes ses chances d'être élu dans 5 ans (mandat présidentiel raccourci) ; et Mitterrand, 72 ans, peut casser sa pipe...

En attendant, Barre essaierait de prendre la tête d'un grand parti conservateur libéral, à la manière dont Balladur et Chirac avaient lancé une O.P.A. sur un parti RPRUDF, sous-entendu bien sûr, à dominante RPR. "Tous derrière et lui devant", comme le Monde le dit avec humour en rappelant la chanson de Brassens.

Restent deux inconnues :

-La première, mineure, mais non négligeable : le retour de Giscard qui frotillant déjà dans les coulisses, indique le "bon choix". Certes, il vise avant tout d'être le Premier Président Européen. Mais en attendant... Il aime tant le pouvoir !

L'élection présidentielle

- La seconde, plus sérieuse : si Mitterrand est élu, le Parlement majoritaire à droite, rendra la France ingouvernable : Chirac a prévenu. Dans ce cas, il y aura dissolution. Mais au scrutin majoritaire, après le charcutage des circonscriptions par Pasqua, la Chambre risque d'être à nouveau de droite. Car si la France peut se trouver majoritaire pour élire un homme au charisme rassembleur, elle reste majoritairement de droite dans ses profondeurs : à preuve, si Rocard, pourtant populaire, avait représenté le PS et la gauche, la France élisait un Président de droite dans tous les cas de figure.

Donc, si la Chambre renouvelée est à droite, la France est à nouveau ingouvernable : un bras de fer insoluble. Et la droite extrême - Le Pen - serait encore renforcée par ce duel et mise sur une orbite de 20% des voix.

Supposons une chambre de gauche, même avec une très courte majorité, à la rigueur obtenue avec les élus communistes, que se passe-t-il ? Mitterrand constitue un gouvernement socialo-centriste qui ne toucherait pas à l'économie de marché et aurait pour consigne - "une France unie" oblige- de ne pas faire de vagues.

En tête. L'ENTREPRISE et L'EUROPE (1), deux objectifs, comme on voit, exaltants pour un champion d'primé !

Puis une double mesure spectaculaire : le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (5 à 6 milliards) pour financer un minimum social (estimé par Rocard à 10 milliards) de 2.000 F/mois.

Soulignons que Mitterrand aurait peu de mérite à créer ce minimum : 78% des patrons sont pour, d'après une enquête récente ; mais à, le bon peuple l'ignore.

Pour le reste, statu quo. Pas de vagues, disions-nous. On ne reviendra pas sur l'écologie privée, ni sur les privatisations, même j'en fais le pari, de TF1. On n'osera même pas "casser les noyaux durs", pourtant violemment vilipendés par le PS il y a peu.

On ne résorbera pas un champion, sauf par artifice. Une diminution significative des heures de travail - 36,5 heures comme en RFA - est exclue, surtout sans baisse des salaires : 91 % des patrons sont contre et les socialistes, j'ai eu maintes fois l'occasion de m'en rendre compte en discutant aussi bien avec des militants de base que des responsables, sont imperméables à cette idée.

Seule, la couverture sociale - et c'est déjà beaucoup par les temps qui courent - sera sans doute protégée, du moins pour l'essentiel, car il ne faut pas oublier que c'est un gouvernement socialiste, et singulièrement bréogovoy, qui a commencé à l'écarter en faisant payer une part des journées d'hôpital, en créant les "médicaments de confort", et surtout en aggravant la situation des champions en fin de droit : tout cela pour faire des économies et apparaître, aux yeux des capitalistes, comme de bons gestionnaires de leur système économique (2).

Il y a deux points sur lesquels nous attendons un gouvernement socialo-centriste :

1. Osera-t-il revenir sur l'autorisation de licenciements ? ce sera un test : si, de peur de faire des vagues, il maintient cet état de choses iniques qui n'a rien "donné" pour l'emploi (nous, nous le savions, mais Gattaz avait promis l'embauche de 383.000 personnes), c'est qu'une droite type Barre et une "gauche" type 1988 seront devenues bonnet blanc et blanc bonnet. Disons, pour nous consoler, que c'est un moindre mal comparé à une droite Chiraco-Lepéniste.

2. Le vote des émigrés, fut-ce pour commencer au niveau municipal.

Alors, face à un tel gouvernement, que pouvons-nous faire, que pouvons-nous espérer ? Car même si la Chambre redevenait, après des élections législatives, majoritairement de gauche, Mitterrand ferait la même politique, ou peu s'en faut : seul avantage pour lui : ne pas craindre que les gouvernements soient censurés.

Il nous faudrait parler fort, plus fort et, par exemple, rédiger une plaquette courte (10-15 pages), claire, avec des illustrations parlantes d'elles-mêmes (type couverture de la Grande Revue d'Avril), faisant le point de nos idées et solutions de façon crédible, réaliste, face à la situation sociale et économique actuelle. Plaquette à envoyer à tous les élus de gauche, syndicalistes, partis, personnalités, journalistes sélectionnés ; bref, en mieux, ce que nous avons fait en 1983 avec la plaquette "Sortir le socialisme de la crise". Mais en 1983, l'euphorie majoritaire socialiste n'était pas encore suffisamment atteinte, ce qui fit sans doute que nous n'eûmes qu'une audience insignifiante, même si certaines

L'élection présidentielle

idées ont pu cheminer, transformées en cours de route, comme un revenu social garanti. Vingt fois sur le métier, remettons notre ouvrage. Pour nous, la période est plutôt faste - l'économie distributive s'imposera, peu ou prou, sans doute par "touches" successives, dans les 10 à 15 ans qui viennent.

(1) "Il faut rompre avec le mythe du "grand marché européen", redoutable piège s'il n'est pas précédé d'un espace social anti-chmage européen" (Alain Lipietz - Partage Mars-Avril).

(2) "La Gauche a mis beaucoup d'eau gestionnaire dans son vin social". (Le Monde Diplomatique d'Avril 88).